Fiche n°32 :

La responsabilité pénale de la personne morale

➤ Référence textuelle :

Art 121-2 al 1 du Code pénal : « *Les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement, selon les distinctions des articles 121-4 à 121-7, des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants.* »

➤ **Personnes morales incriminables**

- Personnes morales de droit public ou de droit privé, à but lucratif ou non et notamment les sociétés commerciales, les sociétés civiles, les GIE, les associations et les syndicats.
- Exclusion de l'Etat

➤ Cas particuliers :

➤ La personne morale en formation :

Pas de disposition particulière donc, ce sont les personnes physiques à l'origine de la société en formation qui voit leur responsabilité personnelle engagée en cas d'infraction pénale, car l'acte d'infraction ne peut pas être repris comme en matière de contrat.

Bien évidemment, la société en formation ne peut pas être tenue pour responsable étant donné qu'elle n'a pas encore acquis la personnalité morale.

➤ La personne morale en liquidation :

La personne morale subsiste pour les besoins de la liquidation, la responsabilité de la personne morale peut donc être engagée à travers son représentant, c'est-à-dire à travers le liquidateur et non plus le dirigeant.

➤ La personne morale absorbée :

Cas dans lequel une personne morale fait l'objet de poursuites pénales et, en cours de procédure, est absorbée par une autre.

Théoriquement, et par application stricte du principe de la personnalité de la peine¹, la responsabilité et, en conséquence, la peine ne peuvent pas peser sur la société absorbante.

Cependant, les juridictions du fond continuent à appliquer un transfert de responsabilité envers la société absorbante.

De plus, le Conseil d'Etat² a décidé d'écarter ce principe de personnalité de la peine dès lors que, hors matière pénale, il en va de l'efficacité de la sanction.

¹ Cass. Crim. 20 juin 2000

² Décision du 22 novembre 2000

Il convient de préciser que la décision du Conseil d'Etat s'applique tout de même aux sanctions répressives mais hors du champ pénal (sanction administrative, ...).

Raisonnement doctrinal sur ce point :

- du fait du transfert de patrimoine opéré entre la société absorbée et la société absorbante, l'amende serait donc supportée par la société absorbante.
- en appliquant le principe de continuité économique de l'entreprise, propre au droit de la concurrence, à notre sujet, la responsabilité pourrait donc être assumée par la société absorbante en tant qu'elle reprend l'activité de la société absorbée.
- Le Conseil d'Etat a procédé à un assouplissement du principe de personnalité de la peine concernant les sanctions administratives par exemple.

➤ **Conditions d'imputation** (cumulatives) :

- « *Pour le compte de* ».
- « *Par leurs organes ou représentants* » : les organes sont le directeur général, le président du conseil de surveillance, les administrateurs, les membres du conseil de surveillance, le gérant et l'assemblée générale. Par représentant de la société, il faut entendre toute personne agissant au nom de la société en vertu d'une délégation de pouvoirs.

➤ **Sanctions** (art. 131-37 à 131-44 C. pénal) :

- La dissolution, lorsque la personne morale a été créée ou, lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni en ce qui concerne les personnes physiques d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans, détournée de son objet pour commettre les faits incriminés ;
- L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales ; Le placement, pour une durée de cinq ans au plus, sous surveillance judiciaire ;
- La fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés ;
- L'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus ;
- L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de procéder à une offre au public de titres financiers ou de faire admettre ses titres financiers aux négociations sur un marché réglementé ;
- L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés ou d'utiliser des cartes de paiement ;
- La peine de confiscation, dans les conditions et selon les modalités prévues à [l'article 131-21](#) ;
- L'affichage de la décision prononcée ou la diffusion de celle-ci soit par la presse écrite, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique ;
- La confiscation de l'animal ayant été utilisé pour commettre l'infraction ou à l'encontre duquel l'infraction a été commise ;
- L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un animal ;

- La peine complémentaire de confiscation est également encourue de plein droit pour les crimes et pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an, à l'exception des délits de presse.

Remarque : Les peines définies aux 1° et 3° ci-dessus ne sont pas applicables aux personnes morales de droit public dont la responsabilité pénale est susceptible d'être engagée. Elles ne sont pas non plus applicables aux partis ou groupements politiques ni aux syndicats professionnels. La peine définie au 1° n'est pas applicable aux institutions représentatives du personnel.